

Au Journal officiel du 24 au 30 octobre 2015

Au Journal officiel du 24 au 30 octobre 2015

02/11/2015

Au Journal officiel du 24 au 30 octobre 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 24 octobre 2015 :

- Rectificatif : Décret n° 2015-1275 du 13 octobre 2015 portant **statut particulier des greffiers des services judiciaires** ;
- Décret n° 2015-1338 du 22 octobre 2015 **modifiant le seuil de prise d'identité du client occasionnel des changeurs manuels**. - *Modification du Code monétaire et financier. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 3) ;*
- Et Arrêté du 22 octobre 2015 **modifiant l'arrêté du 10 septembre 2009 relatif à l'activité de changeur manuel**. - *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 11) ;*
- Rectificatif : Décret n° 2015-1251 du 7 octobre 2015 portant définition des caractéristiques de la signalétique prévue par le deuxième alinéa de l'article 32 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 modifiée relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs et portant désignation de l'autorité administrative compétente pour prendre les mesures prévues aux articles 32 et 33 de la même loi ;
- Arrêté du 21 octobre 2015 relatif au **nombre de jurés figurant sur la liste annuelle ou sur la liste des jurés suppléants de la cour d'assises de la Guyane**. - *Modification du Code de procédure pénale.*

Au JO du 25 octobre 2015 :

- article 32 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative aux **dispositions législatives du Code des relations entre le public et l'administration**. - *Création de la partie législative du Code des relations entre le public et l'administration. - Modification du Code général des collectivités territoriales. - Abrogation de plusieurs textes non codifiés. - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 10) ;*
- Décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux **dispositions réglementaires du Code des relations entre le public et l'administration** (Décrets en Conseil d'État et en conseil des ministres, décrets en Conseil d'État et décrets). - *Création de la partie réglementaire du Code des relations entre le public et l'administration. - Modification du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. - Abrogation de plusieurs textes non codifiés. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 7).*

Au JO du 27 octobre 2015 :

- Arrêté du 5 octobre 2015 **modifiant les modalités de calcul du taux d'actualisation de la provision mathématique théorique des opérations de retraite** prévue à l'article L. 222-1 du Code de la mutualité . -

Modification du Code de la mutualité. - Ce texte entre en vigueur à compter de l'exercice 2015 (cf. art. 2) ;

- Arrêté du 16 octobre 2015 **modifiant l'arrêté du 30 juin 1979 modifié relatif au calcul de l'aide personnalisée au logement attribuée aux personnes résidant dans un logement-foyer**. - *Modification de l'arrêté du 30 juin 1979 ;*

- Arrêté du 16 octobre 2015 **modifiant l'arrêté du 3 juillet 1978 modifié relatif au calcul de l'aide personnalisée au logement en secteur locatif ordinaire et en accession**. - *Modification de l'arrêté du 3 juillet 1978.*

Au JO du 28 octobre 2015 :

- Décret n° 2015-1354 du 26 octobre 2015 **relatif aux compétences du guichet unique du registre international français** modifiant le décret n° 2006-142 du 10 février 2006 relatif à la création du guichet unique et modifiant l'annexe du décret n° 97-1198 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles. - *Modification du décret n° 2006-142 du 10 février 2016 et du décret n° 97-1198 du 19 décembre 1997. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 5) ;*

- Décret n° 2015-1355 du 26 octobre 2015 pris pour l'application des 2° et 3° du I et du VII de l'article 15 de la loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures. - *Modifications du Code de l'éducation ;*

- Décret n° 2015-1356 du 26 octobre 2015 relatif aux obligations déclaratives des sociétés et établissements publics industriels et commerciaux membres des groupes fiscaux en application des articles 223 A à 223 U du Code général des impôts . - *Modification du Code général des impôts ;*

- Décret n° 2015-1357 du 26 octobre 2015 relatif au **contrat de praticien territorial de médecine ambulatoire**. - *Modification du Code de la santé publique ;*

Et Arrêté du 26 octobre 2015 relatif au **contrat type relatif au contrat de praticien territorial de médecine ambulatoire**, pris en application de l'article R. 1435-9-20 du Code de la santé publique ;

- Décret n° 2015-1358 du 26 octobre 2015 relatif au **contrat de praticien isolé à activité saisonnière**. - *Modification du Code de la santé publique ;*

Et Arrêté du 26 octobre 2015 relatif au **contrat type relatif au contrat de praticien isolé à activité saisonnière**, pris en application de l'article R. 1435-9-33 du Code de la santé publique ;

- Décret n° 2015-1359 du 26 octobre 2015 **relatif à l'encadrement du recours aux stagiaires par les organismes d'accueil**. - *Modification du Code de l'éducation et du Code du travail.*

- Arrêté du 26 octobre 2015 pris pour l'application de l'article 223 A bis du Code général des impôts relatif aux groupes fiscaux constitués entre plusieurs établissements publics industriels et commerciaux soumis à l'impôt sur les sociétés. - *Modification du Code général des impôts ;*

Au JO du 29 octobre 2015 :

- Décret n° 2015-1362 du 27 octobre 2015 **rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions en matière bancaire**. - *Modification du Code monétaire et financier ;*

- Décret n° 2015-1363 du 27 octobre 2015 **relatif aux coopératives d'activité et d'emploi et aux entrepreneurs salariés**. - *Modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale. - Ce texte entre*

en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 4) ;

· Décret n° 2015-1364 du 28 octobre 2015 pris pour l'application des articles 13, 16 et 20 de la loi n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile et modifiant le Code de justice administrative (partie réglementaire). - *Modification du Code de justice administrative* ;

· Décret n° 2015-1365 du 28 octobre 2015 **relatif à l'assiette des cotisations sociales des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole**. - *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;

· Arrêté du 14 octobre 2015 **modifiant l'arrêté du 27 mars 1996 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées**. - *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016* ;

· Arrêté du 21 octobre 2015 relatif à **l'habilitation au sein de services spécialisés d'officiers ou agents de police judiciaire pouvant procéder aux enquêtes sous pseudonyme**. - *Modification de l'arrêté du 30 mars 2009. - Abrogation de l'arrêté du 19 septembre 2011, de l'arrêté du 24 juin 2013 et de l'arrêté du 11 juin 2014* ;

Au JO du 30 octobre 2015 :

· Décret n° 2015-1368 du 28 octobre 2015 portant publication du **protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé le 18 septembre 2007** à Bruxelles (ensemble deux annexes), signé à Paris le 18 novembre 2009 ;

· Décret n° 2015-1369 du 28 octobre 2015 portant **simplification des procédures d'établissement de certains ouvrages d'acheminement de l'électricité**. - *Modification du Code de l'urbanisme et du décret n° 70-492 du 11 juin 1970* ;

· Arrêté du 27 octobre 2015 relatif à la mise en œuvre de la garantie des dépôts, au plafond d'indemnisation et aux modalités d'application de l'article L. 312-4-1 du Code monétaire et financier . - *Abrogation du règlement CRBF n° 99-05 du 9 juillet 1999, homologué par arrêté du 14 décembre 1999* ;

· Arrêté du 27 octobre 2015 relatif aux **ressources financières du Fonds de garantie des dépôts et de résolution**. - *Modification du règlement CRBF n° 99-06 du 9 juillet 1999, homologué par arrêté du 14 décembre 1999* ;

· Arrêté du 27 octobre 2015 relatif à **l'information des déposants sur la garantie des dépôts** ;

· Arrêté du 27 octobre 2015 pris pour l'application du 4° de l'article L. 312-16 du Code monétaire et financier ;

· Arrêté du 27 octobre 2015 pris pour l'application du 6° de l'article L. 312-16 du Code monétaire et financier ;

· Arrêté du 22 octobre 2015 fixant les **modalités d'attribution des subventions du Fonds pour l'amélioration des conditions de travail (FACT)**. - *Abrogation de l'arrêté du 14 avril 2008* ;

· Décret n° 2015-1376 du 28 octobre 2015 **modifiant le régime de diffusion et de contribution à la production d'œuvres cinématographiques des éditeurs de services de télévision de cinéma**. - *Modification du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990, du décret n° 2010-416 du 2 avril 2010 et du décret n° 2010-747 du 2 juillet 2010*.

La Rédaction Législation

